L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $12 | payable d'avance
DO TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 | payable d'avance

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 10 MARS 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,
HENRY CLAY.

HORRIBLE TRAGEDIE.—Le bateau à vapeur *Président* qui se trouve maintenu au bout de la rue du Canal, a été hier matin le théâtre d'un effroyable drame. Le capitaine C. C. Rodes, pilote du *Président* et le capitaine W. P. Stephenson, pilote du bateau à vapeur *Swan*, en ont été les auteurs: le premier a été tué et le second est mortellement blessé.

Des dépositions entendues par le coroner il résulte qu'il existait depuis quelque tems des sentiments de haine entre ces deux capitaines. Avant-hier W. P. Stephenson adressa à C. C. Rodes une note, à la quelle ce dernier répondit hier matin par une personne qui trouva Stephenson sur les gardes du *Président*. Celui-ci prit la note et passa en la lisant dans la chambre de réunion du bateau. Au moment où il entrait dans cette chambre, le capitaine Rodes se trouvait dans celle des messieurs à l'entrée de celle des Dames; il s'avança vers son adversaire, en laissant tomber une canne qu'il tenait et prenant vivement la main à sa poitrine. Le capitaine Stephenson montra aussitôt un pistolet. Une personne qui se trouvait auprès des deux antagonistes, essaya d'intervenir; mais Stephenson s'écria: "Ne m'approchez pas" et déchargea son pistolet sur Rodes qui s'était élancé vers lui armé d'un Bowie-knife. Une lutte, corps à corps s'en suivit, l'un faisant usage de la crosse de son pistolet, l'autre de son couteau. Dans cette lutte les deux adversaires arrivèrent au passage qui mène aux gardes du bateau, et là ils tombèrent tous les deux l'un sur l'autre. Le capitaine Rodes demanda alors aux assistans de les séparer: "Nous sommes tous les deux morts" dit-il.

Cela n'était que trop vrai. Rodes mourut au bout de quelques minutes, et Stephenson fut transporté dans un état désespéré à l'hôpital des docteurs Stone et Kennedy. L'examen du corps de Rodes a prouvé que la balle de Stephenson l'avait atteint à la partie antérieure de l'épaule gauche, avait tourné obliquement entre la seconde et la troisième côte, pénétré dans la poitrine, passé par le lobe gauche des poumons puis était venue se loger dans le médiastin. Stephenson a reçu à l'abdomen un coup de Bowie knife qui a tué à la fois le péritoine et attaqué les intestins. Il a également d'autres blessures assez graves. L'un de ses bras est presque entièrement coupé. Après avoir été placé sur le matelas pour être transporté à l'hôpital, il a dit que "il n'avait plus que cinq minutes à vivre, il souffrirait encore qu'il avait raison, mais que personne ne connaissait le sujet de leur querelle, et que ce secret mourrait avec lui." On prétend que l'origine de cette horrible boucherie est une affaire d'honneur.

☞ Les habitans de la 3me. Municipalité sont invités à l'assemblée ramedi soir prochain, pour s'entendre sur les mesures d'intérêt public à prendre pour créer une police de jour et de nuit. La fréquence des vols et des délits contre la paix publique dans cette partie de la ville ont fait sentir depuis quelque tems la nécessité d'aviser aux moyens de les réprimer.

L'assemblée aura lieu au Café de Mme. Caldwell, à côté du chemin de fer Pontchartrain.

EVASION.—Une douzaine de prisonniers se sont évadés l'avant-dernière nuit de la prison de ville. Ils avaient pratiqué un trou dans le toit, et à l'aide de cordes qu'ils s'étaient procurées; ils sont parvenus à descendre sans encombre jusque dans la rue.

WASHINGTON.—Nous recevons aujourd'hui seulement notre correspondance particulière du 27 février, laquelle aurait dû nous arriver hier. Elle donne un aperçu d'une interminable discussion qui a imposé au Sénat douze heures et demie de séance consécutive. Cette discussion, qui a pris tous les caractères d'une affaire de parti, avait pour objet si l'on pour autoriser un marché passé avec MM. Gales et Seaton du *National Intelligencer*, et avec MM. Blair et Rives du *Globe*, pour la publication des débats du Congrès depuis l'année 1789 jusqu'à nos jours. C'est là sans contredit une entreprise nationale, et l'on s'étonne en vérité de la tournure qu'a prise la discussion, il faut espérer que l'opposition reviendra à des idées plus libérales et qu'il sera donné suite à une entreprise d'une incontestable importance.

Les bruits de dissolution du Cabinet vont toujours leur train: il paraît positif que M. Forward a envoyé sa démission, que M. Spencer prendra sa place et aura pour successeur M. W. Porter de la Pennsylvanie. M. Cushing rentrera au Cabinet que si M. Webster donne sa démission. Or la chose est toujours peu certaine. La correspondance du Patriote de Baltimore affirme que la nomination de M. SPENCER a déjà été envoyée au Sénat.

Le correspondant du *Courrier* de Charleston, annonce que M. Wise a été nommé par le Président Ministre Resident des Etats-Unis en France. On pense que le Sénat approuvera cette nomination.

JAMAIQUE.—La goélette FANNY, capt. Patterson nous a apporté des journaux de Kingston qui vont jusqu'au 20 février dernier.

Par cet arrivage nous apprenons que l'insurrection d'Haïti fait de notables progrès: les insurgés ont rédigé des proclamations dans lesquelles ils se plaignent en termes fort énergiques du gouvernement, et tout fait présumer que le président Boyer aura grand'peine à les soumettre. Le *Despatch* de la Jamaïque du 16 annonce que la population des Cayes, du sud de Jérémie et du district de Tiburon s'est jointe aux insurgés et que de plus un mouvement fort sérieux se prépare dans le Nord.

Les journaux de Kingston du 15 font de tristes réflexions sur le tremblement de terre qui s'est fait sentir dans les Petites Antilles; ils n'ont guère de détails plus circonstanciés que ceux qui ont été récemment publiés par nous, sur les désastres qui ont frappé ces îles; mais ils pensent qu'ils sont considérables et que les habitans auront grand besoin que l'on vienne à leur secours.

On lit dans un des journaux de Kingston

"DAN.—Rapport d'informations positives sur les désastres éprouvés, on ressent de sérieuses inquiétudes sur les villes situé on a partie. Voilà tout ce que nous savons. Dans la matinée du 8, vers 10 heures 40 minutes, St. Thomas fut ébranlé par un violent tremblement de terre qui dura cinquante secondes, ou une minute. Ce choc endommagea considérablement plusieurs maisons, mais n'en fit écrouler aucune. Les plus anciens habitans n'ont pas mémoire d'en avoir tremblement. Comme on doit bien le penser, toute la cité qui parut presque en feu et se jetèrent à genoux pour implorer la miséricorde de celui qui leur envoyait cette calamité. Le choc a été si violent, que toutes les maisons ont été ébranlées. On fut qui devait avoir lieu le soir à cet remis, et le lendemain matin on chanta dans toutes les églises des actions de grâces pour remercier Dieu de n'avoir pas traité plus sévèrement St Thomas. Les îles de Tortola, Antigua, Monserrat, Nevis, St. Kitt, ont dû souffrir bien davantage. Un officier du *Thames* qui est passé en vue de ces îles le 17 vers onze heures, assure que ce navire ressentit un coup violent, comme s'il eût touché sur un rocher, et qu'on regardant vers Antigua et Monserrat, on ne put rien distinguer que des nuages de poussière. On éprouve de sérieuses inquiétudes."

TENNESSEE.—L'élection du gouverneur de cet Etat commence le premier lundi d'avril; et déjà les préparatifs de la lutte se font de part et d'autre avec une grande activité.

VIRGINIE.—La Cour d'appel de cet Etat a décidé à l'unanimité, le 20 du mois dernier, que les étrangers peuvent être légalement enrôlés dans l'armée des Etats-Unis, au sous dans l'Etat de la Virginie.

BATEAU A VAPEUR SANDWICH.—On lit dans l'*Avant-coureur de Memphis*: Les voyageurs qui ont quitté Buffalo jeudi matin, annoncent qu'à leur départ la *Sandusky* était en flammes. Ils sont convaincus que ce bateau n'a pu être sauvé."

Esprit d'entreprise des Yankees.—Au mois d'août dernier, le navire à vapeur *Bangor*, capitaine Dunn, partit de Boston pour se rendre à Constantinople. Aux dernières nouvelles, ce navire se trouvait à Trébisonde sur la Mer-Noire, et venait d'y transporter de la capitale de l'Empire Turc un modeste chiffre de sept cents passagers. Il devait retourner à Constantinople avec le même nombre à peu près. N'est-ce pas là une admirable preuve de l'esprit d'entreprise des Yankees!

(*Sun de New-York.*)

NEW-YORK.—Les paquebots de New-York ne sont pas heureux depuis quelque temps. Nous annoncions dernièrement que le *North-America* s'était jeté à la côte le même accident vient d'arriver au paquebot *Hottinguer*, capitaine J. Burksley. Il s'est échoué le 26 février, à peu de distance du Phare. Environ cent tonneaux de sel et d'étain ont été jetés par dessus bord pour l'alléger; le reste de la cargaison, qui se compose surtout de raie pour chemins de fer, est restée à bord. Les passagers, qui étaient au nombre de deux cents, sur lesquels un compris cinquante femmes, sont arrivés sains et saufs à terre. Le navire lui-même a fort peu souffert, sans le temps n'était pas favorable, et il courait grand risque d'être perdu. Le *Hottinguer* avait à bord un pilote qui, par une déplorable erreur, prit le phare de Fire-Island pour celui de Sandy-Hook

La nouvelle du rétablissement de Sir Charles Bagot, se confirme: des lettres de Kingston du 18, annoncent qu'il va chaque jour de mieux en mieux.

Le commodore PORTER, ministre des Etats-Unis à Constantinople, était aux dernières nouvelles de cette ville dans un état de santé fort inquiétant. On pensait qu'il ne passerait pas le printems.

LES RESURRECTIONNISTES.—A Baltimore, un sacristain, chargé de la garde d'un cimetière, vient d'être arrêté ainsi que son aide. Tous deux sont accusés d'avoir volé et vendu des cadavres confiés à leur garde.

SUCCESSION.—Une grande affaire de succession vient d'être décidée par la Cour Supérieure de l'Etat de New York. C'est celle du Testament d'une demoiselle Alice Lispenard qui a laissé quelque chose comme six millions de piastres. Parmi les héritiers se trouve, en vertu des droits de sa femme, le Colonel Webb, Editeur du *Courrier and Enquirer* de New-York; il aura pour sa part environ $700,000.

Le jeune KELSEY qui s'était échappé dernièrement emportant une somme assez considérable à ses patrons, MM. Brander, Williams & Co., a été pris à Montgomery, Alabama. On a retrouvé sur lui la presque totalité de la somme soustraite; il n'y manquait qu'une somme de cent piastres.

LOIS DE SUSPENSION [SUSPENSE LAWS.]—La grand juge de la Cour Suprême des Etats-Unis a donné l'opinion de cette cour sur les lois de suspension et d'évaluation qui ont été adoptées par divers Etats.—La décision de la Cour Suprême infirme ces lois et principalement celles contre les créanciers au dehors de l'Etat; cette décision a été rendue dans l'affaire Bronson et Kean de l'Illinois, où se trouvait engagée la validité des lois de suspension et d'évaluation, auxquelles on a recours si souvent dans l'Ouest et le Sud pour se débarrasser des dettes. Voici les points décidés dans l'appel interjeté sur un jugement de la Cour de Circuit d'Illinois:

1o. Le décret dans cette affaire devrait ordonner que les biens soient vendus aux enchères publiques, sans égard à la loi de l'Etat du 19 Février 1841, laquelle donne le droit de racheter dans le délai de douze mois à ceux qui ont hypothéqué des propriétés, et souffrir, l'un faisant usage de la crosse de son pistolet, l'autre de son couteau. Dans cette lutte les deux adversaires arrivèrent au passage qui mène aux gardes du bateau, et là ils tombèrent tous les deux l'un sur l'autre. Le capitaine Rodes demanda alors aux assistans de les séparer: "Nous sommes tous les deux morts" dit-il.

Cela n'était que trop vrai. Rodes mourut au bout de quelques minutes, et Ste. henson fut transporté dans un état désespéré à l'hôpital des docteurs Stone et Kennedy. L'examen du corps de Rodes a prouvé que la balle de Stephenson l'avait atteint à la partie antérieure de l'épaule gauche, avait tourné obliquement entre la seconde et la troisième côte, pénétré dans la poitrine, passé par le lobe gauche des poumons puis était venue se loger dans le médiastin. Stephenson a reçu à l'abdomen un coup de Bowie knife qui a tué à la fois le péritoine et attaqué les intestins. Il a également d'autres blessures assez graves. L'un de ses bras est presque entièrement coupé. Après avoir été placé sur le matelas pour être transporté à l'hôpital, il a dit que "il n'avait plus que cinq minutes à vivre, il souffrirait encore qu'il avait raison, mais que personne ne connaissait le sujet de leur querelle, et que ce secret mourrait avec lui." On prétend que l'origine de cette horrible boucherie est une affaire d'honneur.

☞ Les habitans de la 3me. Municipalité sont invités à l'assemblée ramedi soir prochain, pour s'entendre sur les mesures d'intérêt public à prendre pour créer une police de jour et de nuit. La fréquence des vols et des délits contre la paix publique dans cette partie de la ville ont fait sentir depuis quelque tems la nécessité d'aviser aux moyens de les réprimer.

L'assemblée aura lieu au Café de Mme. Caldwell, à côté du chemin de fer Pontchartrain.

EVASION.—Une douzaine de prisonniers se sont évadés l'avant-dernière nuit de la prison de ville. Ils avaient pratiqué un trou dans le toit, et à l'aide de cordes qu'ils s'étaient procurées; ils sont parvenus à descendre sans encombre jusque dans la rue.

WASHINGTON.—Nous recevons aujourd'hui seulement notre correspondance particulière du 27 février, laquelle aurait dû nous arriver hier. Elle donne un aperçu d'une interminable discussion qui a imposé au Sénat douze heures et demie de séance consécutive. Cette discussion, qui a pris tous les caractères d'une affaire de parti, avait pour objet si l'on pour autoriser un marché passé avec MM. Gales et Seaton du *National Intelligencer*, et avec MM. Blair et Rives du *Globe*, pour la publication des débats du Congrès depuis l'année 1789 jusqu'à nos jours. C'est là sans contredit une entreprise nationale, et l'on s'étonne en vérité de la tournure qu'a prise la discussion, il faut espérer que l'opposition reviendra à des idées plus libérales et qu'il sera donné suite à une entreprise d'une incontestable importance.

Les bruits de dissolution du Cabinet vont toujours leur train: il paraît positif que M. Forward a envoyé sa démission, que M. Spencer prendra sa place et aura pour successeur M. W. Porter de la Pennsylvanie. M. Cushing rentrera au Cabinet que si M. Webster donne sa démission. Or la chose est toujours peu certaine. La correspondance du Patriote de Baltimore affirme que la nomination de M. SPENCER a déjà été envoyée au Sénat.

Le correspondant du *Courrier* de Charleston, annonce que M. Wise a été nommé par le Président Ministre Resident des Etats-Unis en France. On pense que le Sénat approuvera cette nomination.

JAMAIQUE.—La goélette FANNY, capt. Patterson nous a apporté des journaux de Kingston qui vont jusqu'au 20 février dernier.

Par cet arrivage nous apprenons que l'insurrection d'Haïti fait de notables progrès: les insurgés ont rédigé des proclamations dans lesquelles ils se plaignent en termes fort énergiques du gouvernement, et tout fait présumer que le président Boyer aura grand'peine à les soumettre. Le *Despatch* de la Jamaïque du 16 annonce que la population des Cayes, du sud de Jérémie et du district de Tiburon s'est jointe aux insurgés et que de plus un mouvement fort sérieux se prépare dans le Nord.

Les journaux de Kingston du 15 font de tristes réflexions sur le tremblement de terre qui s'est fait sentir dans les Petites Antilles; ils n'ont guère de détails plus circonstanciés que ceux qui ont été récemment publiés par nous, sur les désastres qui ont frappé ces îles; mais ils pensent qu'ils sont considérables et que les habitans auront grand besoin que l'on vienne à leur secours.

On lit dans un des journaux de Kingston

"DAN.—Rapport d'informations positives sur les désastres éprouvés, on ressent de sérieuses inquiétudes sur les villes situé on a partie. Voilà tout ce que nous savons. Dans la matinée du 8, vers 10 heures 40 minutes, St. Thomas fut ébranlé par un violent tremblement de terre qui dura cinquante secondes, ou une minute. Ce choc endommagea considérablement plusieurs maisons, mais n'en fit écrouler aucune. Les plus anciens habitans n'ont pas mémoire d'en avoir tremblement. Comme on doit bien le penser, toute la cité qui parut presque en feu et se jetèrent à genoux pour implorer la miséricorde de celui qui leur envoyait cette calamité. Le choc a été si violent, que toutes les maisons ont été ébranlées. On fut qui devait avoir lieu le soir à cet remis, et le lendemain matin on chanta dans toutes les églises des actions de grâces pour remercier Dieu de n'avoir pas traité plus sévèrement St Thomas. Les îles de Tortola, Antigua, Monserrat, Nevis, St. Kitt, ont dû souffrir bien davantage. Un officier du *Thames* qui est passé en vue de ces îles le 17 vers onze heures, assure que ce navire ressentit un coup violent, comme s'il eût touché sur un rocher, et qu'en regardant vers Antigua et Monserrat, on ne put rien distinguer que des nuages de poussière. On éprouve de sérieuses inquiétudes."

TENNESSEE.—L'élection du gouverneur de cet Etat commence le premier lundi d'avril; et déjà les préparatifs de la lutte se font de part et d'autre avec une grande activité.

VIRGINIE.—La Cour d'appel de cet Etat a décidé à l'unanimité, le 20 du mois dernier, que les étrangers peuvent être légalement enrôlés dans l'armée des Etats-Unis, au sous dans l'Etat de la Virginie.

BATEAU A VAPEUR SANDWICH.—On lit dans l'*Avant-coureur de Memphis*: Les voyageurs qui ont quitté Buffalo jeudi matin, annoncent qu'à leur départ la *Sandusky* était en flammes. Ils sont convaincus que ce bateau n'a pu être sauvé."

Esprit d'entreprise des Yankees.—Au mois d'août dernier, le navire à vapeur *Bangor*, capitaine Dunn, partit de Boston pour se rendre à Constantinople. Aux dernières nouvelles, ce navire se trouvait à Trébisonde sur la Mer-Noire, et venait d'y transporter de la capitale de l'Empire Turc un modeste chiffre de sept cents passagers. Il devait retourner à Constantinople avec le même nombre à peu près. N'est-ce pas là une admirable preuve de l'esprit d'entreprise des Yankees!

(*Sun de New-York.*)

NEW-YORK.—Les paquebots de New-York ne sont pas heureux depuis quelque temps. Nous annoncions dernièrement que le *North-America* s'était jeté à la cote. le même accident vient d'arriver au paquebot *Hottinguer*, capitaine J. Burksley. Il s'est échoué le 26 février, à peu de distance du Phare. Environ cent tonneaux de sel et d'étain ont été jetés par dessus bord pour l'alléger; le reste de la cargaison, qui se compose surtout de rails pour chemins de fer, est resté à bord. Les passagers, qui étaient au nombre de deux cents, sur lesquels un compris cinquante femmes, sont arrivés sains et saufs à terre. Le navire lui-même a fort peu souffert, sans le temps n'était pas favorable, et il courait grand risque d'être perdu. Le *Hottinguer* avait à bord un pilote qui, par une déplorable erreur, prit le phare de Fire-Island pour celui de Sandy-Hook

La nouvelle du rétablissement de Sir Charles Bagot, se confirme: des lettres de Kingston du 18, annoncent qu'il va chaque jour de mieux en mieux.

M. Masson pourrait le centre de ses remarques. Les premières membres prises par le Bureau de Circulation ont été dirigées contre les banques de l'Atchafalaya, de l'Exchange et d'Orléans. L'état de ces banques relativement l'opposition des nouvelles mesures, et le Bureau de Circulation a un pouvoir non de voir. S'il n'avait que de seul titre à la reconnaissance du pays, ce serait déjà beaucoup. Quant au salaire alloué aux membres du Bureau de Circulation, il se trouve réduit à bien peu de chose lorsque toutes les dépenses en sont déduites.

Le Bureau de Circulation garantit contre la fraude et agit comme le régulateur des banques. Le Bureau a ordonné à ces institutions de fournir toutes les informations nécessaires à la Législature. Les banques de l'Union et de la Louisiane ont refusé de se conformer à cet ordre. Il a été tout de suite intenté une action contre elles, et le juge Buchanan a lancé contre elles un mandamus; mais elles ont appelé à la Cour Suprême, et l'on ne sait pas encore quel sera le résultat de cet appel.

M. Masson dit qu'il ne conçoit pas où le comité a pu apprendre que la banque des Citoyens jouissait d'une faveur toute spéciale auprès du Bureau de Circulation. Il n'en est pas ainsi; M. Masson supplie la Législature de ne pas abroger la loi sur les banques, qui seule peut exercer quelque contrôle sur ces institutions.

Quant au bill présenté à la Chambre, il demande quelle garantie il offre au public? Les états mensuels ne prouvent absolument rien, et le bill ne donne au trésorier aucun pouvoir de les vérifier. Le bill est rédigé en termes vagues et généraux. Il n'est pas garanties toutes spéciales contre la fraude. M. Masson fait quelques observations sur le but que l'on s'est proposé en établissant des banques, sur la nature de ces institutions, et sur la manière de les contrôler. Il montre combien une mauvaise administration est préjudiciable aux banques, et quelle influence exerce sur la morale publique le refus de ces institutions de rembourser leurs billets. Il rappelle qu'en une seule année notre système de pénalité, et la Louisiane n'a pas été en arrière de cette civilisation. La question est trop importante, pour que la législature se prononce hâtivement.

M. Philips dit que dans le Code pénal préparé par M. Livingston, il n'est point question de la peine de mort. Cet ouvrage est précieux et mérite l'attention de la législature. Le crime n'est pas aussi fréquent là où des lois salutaires sont substituées à la peine de mort. La société, en condamnant un homme à la mort, se venge et ne le corrige pas.

M. Brewer croit que le membre d'Assomption n'a pas pesé toutes les conséquence de la mesure qu'il propose. Cette mesure serait peut-être bien reçue ailleurs. Mais nous devons craindre les modes de abolitionistes, et l'absence de la peine capitale n'empêcherait pas le peuple d'immoler lui-même ces fanatiques. Ces considérations le portent à appuyer la motion de M. Ogden de référer la question à la Cour, chargé de présenter un rapport à la session prochaine.

M. Ogden renouvelle cette motion qu'il accompagne de quelques observations pleines d'énergie et d'éloquence. Il montre prouvant, et le nombre des membres qui doivent composer la convention, et le lieu de réunion, la ville de la Nouvelle-Orléans.

M. TOWNSEND, connecté des lieux d'Etat sur les exportaux, &c.

JUGES DE PAIX

DAN. BOZEMAN, pour la paroisse de Caddo
M. C. WHELANDS, do
F. GILBEAU, fils, do Lafayette
J. PORTER, do
J. AICOK, do
PIERRE DUBOIS LAFBAVE, do Terrebonne
J. M. HAILE, do Iberville
E. LAMBRE, do St. Landry
ELIAS BROWN, do dist do Ste Feliciana
S. WALKER, do do
W. HOLMES, coroner pour la paroisse de l'oûle de Orleans, le 6 mars 1843

☞ Si vous voulez avoir une belle et brillante chevelure et la tenir très propre, servez vous du Baume de circulateur à la Rose, chez Gautier & Rose, 74, rue Royale, qui seul article qui entretient la chevelure en se servant la plus belle, beaucoup d'articles on en a mis pour porter atteinte aux propriétés du Baume de Circulateur à la Rose, mais ne croyez rien de ces quolibets contenant le Baume de Circulateur à la Rose, vous en serez toujours satisfait, vous trouverez à payer les deux meilleurs de remarques ci-dessus. (Signé)

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES

Barque Natchez, Snow, Mazatlan
Brick Dauntless, Chase, Honduras
Brezilien, Richards, New York
Hacker, Thompson, Boston
Ouoco, Butler, New York
Amanda, Larmond, New York
Packet, Pigeon, New York
Wilder, Habbie, Richmond
Laura Ann, Cowan, Mobile
Alexander, Robinson, New York
Charlotte, Johnson, Mobile
Maurice et Joseph, Hopkins, Galveston

Bridge & Brewster
Wiggins & Davenport
S & J F Whitney & Co
do
E & F Fabre et fils
A Kearney & co
Connolly & Wilson
J Reed

ARRIVES

Bateau de remorque, Prince, Disney, des Passes
Bateau de remorque, Brewster, Disney, des Passes
Bateau de remorque Pilot, Clark, des Passes
Bateau de remorque, Bryan, Martin, des Passes
Navire Tiger, Cook, de Boston
Navire roping, Hamilton, de New York
Navire Hermann, Lucas, de Galveston
Navire Tacitus, Borstow, de Boston
Brick Tennan, Western, de New York
Brick Mary Ann, Thomas, de New York
Brick Manuelita, Tenery, de la Havane
Goel. Wallington, Brown, de St. Thomas
Goel. Wilson, Jones, de St. Thomas
Goel. Fanny, Patterson de Kingston Ja.
Goel. Maria, Hachley, de la Havane
Steamer Gen Morgan, Shuckelford, Lafourche
" Edwin Richman, Downing, Cincinnati.
" Natchez, Leathers, Vicksburg.
" Clipper, Bray, Bayou Boeuf.
" Waverly, Baker, St. Martinsville
" Rochester, Gordon, Vicksburg.
" Congress, Marsh, Cincinnati.

DERNIERES DATES.

New-York.....fev 27 | Savannah.....fev 3
Boston.....fev 26 | Liverpool.....fev 4
Philadelphie.....fev 27 | Havre.....fev 1
Washington.....fev 28 | Bordeaux.....fev 10
Philadelphie.....fev 28 | Marseilles.....fev 10
Charleston.....mars 1 | Gibraltar.....fev 10
Havane.....fev 26 | Malaga.....fev 10
Galveston.....mars 1 | Tampico.....fev 4

OFFICIEL

NOMINATIONS PAR LE GOUVERNEUR.

Avec l'avis et le consentement du Senat

NOTAIRES PUBLIC S.

J. BIDERAN, } Pour la Paroisse de St
DALLAHOUSAYE, } Martin.
E. E. HAPMAN, pour la paroisse de St. Landry
JOHN NIXON, do Nouvelle Orleans
ED. W. CATLETT, do Ste Feliciana.

NOTAIRES PUBLICS ET JUGES DE PAIX.

J. M. SLOKER, pour la Paroisse de Caddo
W. RIBLE, do Lafayette

ENCANTEURS.

} DUTILLET,
J. M. DEPASS,
M. CROFAT,
A. DEVALL,
} Pour la ville de la N. Orleans.

BERNARD DE MARIGNY, pour la Paroisse d'Est Baton Rouge
JOSEPH PAYNE, collecteur pour la ville de la Nouvelle Orleans, les professions et occupations, pour la Municipalité No 2, ville de la Nouvelle Orleans.

JUGES DE PAIX

DAN. BOZEMAN, pour la paroisse de Caddo
M. C. WHELANDS, do
F. GILBEAU, fils, do Lafayette
J. PORTER, do
J. AICOK, do Terrebonne
PIERRE DUBOIS LAFBAVE, do Ste. Iberville
J. M. HAILE, do Iberville
E. LAMBRE, do St. Landry
ELIAS BROWN, do dist do Ste Feliciana
S. WALKER, do do
W. HOLMES, coroner pour la paroisse de l'oûle de Orleans, le 6 mars 1843

[PAR AUTORITÉ.]
[No 28.]
ACTE

Pour vendre au secours de Louis Peimbœuf.

Section 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale: Que le Trésorier de l'Etat est et demeure par le présent requis de payer à Louis Peimbœuf la somme de dix piastres par mois, pendant sa vie durante, ladite somme payable sur son mandat de tous fonds dans le trésor non autrement affectés.

Sect. 2me. Et il est de plus décrété, &c.: Que cet acte sera en force à dater de sa passation.

C. DERBIGNY,
Orateur de la Chambre des Représentans
FELIX GARCIA,
Président du Sénat.

Approuvé le 7 mars 1843.

A. MOUTON,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

(No. 43.)
ACTE

Pour amender la charte de la Compagnie d'Assurance des Marchands.

Section 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale: Que les dispositions de la Charte de ladite Compagnie qui limitent à un million de piastres, le capital de la dite Compagnie, soient et demeurent par le présent abrogées de manière qu'il lui soit loisible d'augmenter son capital jusqu'à la somme de deux millions de piastres, si toutes les actions de ladite somme, à trente piastres par action de la somme de trois mille actions, ne sont pas souscrites et payées dans les trois mois après l'ouverture des livres de souscription.

Sect. 2me. Et il est de plus décrété, &c.: Que les actionnaires des demandes au-delà du montant fixé, n'engagent la validité des lois de suspension et d'évaluation, auxquelles on a recours si souvent dans l'Ouest et le Sud pour se débarrasser des dettes.' Voici les points décidés dans l'appel interjeté sur un jugement de la Cour de Circuit d'Illinois:

1o. Le décret dans cette affaire devrait ordonner que les biens soient vendus aux enchères publiques, sans égard à la loi de l'Etat du 19 Février 1841, laquelle donne le droit de racheter dans le délai de douze mois à ceux qui ont hypothéqué des propriétés, et souffrir une baisse de quinze mois au créancier sur jugement.

2o. Le décret devrait ordonner la vente des biens hypothéqués, sans qu'ils soient au préalable estimés par trois propriétaires, et sans requérir que l'enchère s'élève aux deux tiers de l'évaluation, conformément à la loi du 27 février 1841.

La Cour a discuté longuement la question de la constitutionnalité de ces lois; six membres présens et le juge Thompson de New-York, qui avait manifesté son opinion sur ce sujet, ont déclaré qu'elles étaient inconstitutionnelles.

Le juge McLean n'a pas été d'opinion d'entrer dans l'examen de la question constitutionnelle, ni dans la décision sur la constitutionnalité de la loi dans ce cas.

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.
JEUDI, 9 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 36 membres.

Immédiatement après la lecture du journal, et conformément à la résolution adoptée hier, la discussion sur les sections additionnelles proposées au bill qui abroge la taxe de quayage, est à l'ordre du jour.

La Chambre procède à la prise en considération de chaque section en particulier. La première autorise les municipalités à émettre au profit des porteurs de leurs billets des certificats du trésor qui seraient de cent piastres au moins, et porteraient intérêt à raison de 6 pour cent par an. La seconde section décrète que les municipalités devront déposer à la Banque de la Louisiane, à la fin de chaque semaine, un dixième du montant de leurs billets en circulation. Le troisième affecte les revenus provenant des droits imposés sur les navires et autres embarcations au rachat des bons municipaux. La quatrième défend aux municipalités d'émettre de nouveaux bons. La cinquième permet aux municipalités de prélever une taxe sur les propriétés foncières et sur les esclaves, moyennant certaines restrictions. La sixième autorise les Conseils à prélever toutes taxes quelsconques et de les appliquer à l'extinction de la dette de la ville.

La première section est adoptée sans amendement.

M. Brewer ne comprend pas très bien la seconde section. L'argent que les municipalités doivent déposer à la Banque de la Louisiane, doit-il servir au rachat des bons émis à cette époque ou bien peut-il être employé de toute autre manière?

M. Brashear dit que le bill a déjà été deux fois renvoyé à un comité. Toutes les informations nécessaires ont été obtenues, et il est bien sûr que les Municipalités reconnaîtront comme droits de quayage beaucoup plus que n'avaient prélevé celles de ces compagnies qui amplement payé la ville pour l'usage de ses quais. Si l'on renvoit de nouveau le bill à un comité, c'est en ajourner indéfiniment l'adoption.

M. Ogden appuie la motion de renvoi de manière à répondre au comité de présenter son rapport lundi prochain, et de s'enquérir de frais qu'a coûté la construction des quais et ceux occasionnés par leur entretien.

M. Ratliff dit que la Chambre doit, ou se refuser à renvoyer le bill à un comité, ou se résigner à en faire l'abandon. Il n'y a pas le moindre rapport entre la proposition du membre de Ste. Marie et le bill qui a pour but de déterminer les pouvoirs de la corporation de la Nouvelle-Orléans. Si l'on veut venir au secours des Municipalités, que l'on présente une loi particulière à cet effet. Il espère que la Chambre rejettera la motion de renvoi.

M. Wadsworth appuie l'amendement de M. Ogden.

M. Benjamin présente un substitut spécifiant la manière dont le comité devra procéder.

M. Brashear s'oppose au renvoi du bill à un comité parce que, dit-il, toutes les informations nécessaires ont déjà été données à la Chambre.

La motion de renvoi étant mise aux voix est rejetée par 34 voix contre 23.

La section qui a été adoptée est reprise en considération.

M. Brashear, après dispense, retire les sections additionnelles.

M. Philips réclame l'appel nominal sur le bill. La motion est acceptée, après dispense des règles, et le bill qui abroge le droit de quayage est définitivement adopté par 36 voix contre 16.

M. Bayliss propose de retrancher cette partie du préambule qui a trait à la question de constitutionnalité.

M. Brashear s'oppose à cette motion. Il croit la Législature autorisée à juger de la constitutionnalité des ordonnances municipales. Il réclame sur cette motion l'appel nominal.

M. Ratliff partage l'avis du proposant; il votera pour le maintien du préambule, et qu'il est formulé.

M. Bayliss persiste dans sa proposition.

La discussion s'engage sur ce point entre MM. Ogden, Taylor, Wadsworth et Brewer. M. Ogden ne partage pas l'avis exprimé dans le préambule, mais s'oppose à la motion de M. Bayliss d'en rien retrancher. M. Taylor dit qu'il votera pour le maintien du préambule dans sa forme actuelle. M. Wadsworth dit qu'il ne votera jamais pour un préambule qui anéantisse des principes contenus aux droits des Etats. M. Brewer se range à son avis.

M. Bayliss déclare qu'il ne doute nullement que la Législature a le droit de faire construire des quais. Il ne votera jamais en conséquence pour un préambule qui nie ce droit à la Législature.

M. Brashear lit les résolutions adoptées par la Virginie, pour prouver que les Etats peuvent et doivent exprimer leurs vues.

Ordre du Jour.

La motion pour déposer le préambule sur le bureau étant mise aux voix, est adoptée par 30 contre 18.

Ordre du Jour.

Le bill sur les banques est à l'ordre du jour.

M. Voorhies annonce qu'il a soumis à l'approbation du Gouverneur plusieurs bills et résolutions.

[PAR AUTORITÉ.]
[No 28.]
ACTE

Pour vendre au secours de Louis Peimbœuf.

Section 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale: Que le Trésorier est et demeure par le présent requis de payer à Louis Peimbœuf la somme de dix piastres par mois, pendant sa vie durante, ladite somme payable sur son mandat de tous fonds dans le trésor non autrement affectés.

Sect. 2me. Et il est de plus décrété, &c.: Que cet acte sera en force à dater de sa passation.

C. DERBIGNY,
Orateur de la Chambre des Représentans
FELIX GARCIA,
Président du Sénat.

Approuvé le 7 mars 1843.

A. MOUTON,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

(No. 44.)
ACTE

Pour venir au secours de la paroisse Washington, et pour d'autres objets.

Section 1ère. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale: Que le secrétaire d'Etat est et demeure par le présent requis de payer à Jacques Bienvenu Carrière, ci-devant shérif de la paroisse de Washington, et actuellement percepteur des taxes de cette paroisse, la somme de deux mille piastres, à compte de dommages sur les terres d'alluvion.—En conséquence

Sect. 2me. Et il est de plus décrété, &c.: Que les Représentans pour la paroisse de Washington soient et demeurent par le présent requis d'aider à l'achèvement d'un chemin entre le bayou Sara et la rivière Mississippi, conservant dans l'intervalle les propriétés et effets de décrites, suivant les limites et bornes y désignées, et ce, dans le délai de trois mois après la passation du présent acte, ou dans le cas contraire, ledit chemin sera déclaré public, et ouvert à tout le monde, sans aucune exception quelconque.

C. DERBIGNY,
Orateur de la Chambre des Représentans
FELIX GARCIA,
Président du Sénat

Approuvé le 7 mars 1843

A. MOUTON,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

OFFICIEL

NOMINATIONS PAR LE GOUVERNEUR.

Avec l'avis et le consentement du Senat

NOTAIRES PUBLIC S.

} DERBIGNY,
DALLAHOUSAYE,
E. E. HAPMAN, pour la paroisse de St. Landry
JOHN NIXON, do Nouvelle Orleans
ED. W. CATLETT, do Ste Feliciana.

} Pour la Paroisse de St Martin.

NOTAIRES PUBLICS ET JUGES DE PAIX.

J. M. SLOKER, pour la Paroisse de Caddo
W. RIBLE, do Lafayette

ENCANTEURS.

} DUTILLET,
J. M. DEPASS,
M. CROFAT,
A. DEVALL,
} Pour la ville de la N. Orleans.

BERNARD DE MARIGNY, pour la Paroisse d'Est Baton Rouge
JOSEPH PAYNE, coll